

# FRAUDEURS ET CRIMINELS : LES LIAISONS DANGEREUSES



**NOËL PONS**  
Conseiller  
au Service  
central de  
prévention de  
la corruption,  
auditeur interne  
certifié et  
inspecteur  
des Impôts

Les fraudes ou conflits d'intérêt naissent de situations dans lesquelles un employé ou un organisme dévoie la mission qui lui est confiée pour s'assurer un bénéfice illicite. Or, les professionnels du crime sont habiles à détecter et à s'immiscer dans ce type de montages qui prennent alors une autre dimension. Ces rencontres entre fraudeurs et criminels sont favorisées dans des contextes de crise bancaire.

**L**e secteur bancaire, à l'instar de tous les autres secteurs économiques, peut être affecté par le conflit d'intérêt. La crise qui vient d'exploser – implorer serait plus approprié – en est la preuve. L'analyse des conflits d'intérêt est peu commode, elle exige l'exercice du doute dans le milieu nourricier. Il faut en cela respecter la maxime de Mérimée : « Souviens-toi de te défier ! ».

Le conflit d'intérêt naît d'une situation dans laquelle une personne employée par un organisme public ou privé possède ou créée à titre personnel des intérêts susceptibles d'influer ou paraître influer sur la manière dont elle s'acquitte de ses fonctions et des responsabilités qui lui ont été confiées. Cette situation met en concurrence des intérêts professionnels ou personnels avec la mission qui lui est confiée.

Certains domaines sont plus volontiers affectés par ce problème que d'autres. Cette analyse se limite à trois d'entre eux, susceptibles de générer les conséquences les plus graves.

## Les manipulations au jour le jour

D'abord, les manipulations concernant la gestion de l'activité au jour le jour.

- **les achats** (informatiques, prestations diverses, etc.). Le risque de corruption privée y est présent depuis fort longtemps. C'est pour cela que des procédures d'appel d'offres sont prévues dans la plupart des entreprises. Le conflit se présente de la manière suivante : le salarié s'entend avec le fournisseur, valide la surfacturation d'une prestation, la comptabilisation d'une fausse facture ou facilite l'entrée de son complice dans la liste des acheteurs agréés. Il reçoit en contrepartie une rémunération directe ou indirecte.

- **L'achat d'immobilisations.** Les personnes placées à un poste de confiance connaissent les besoins et la localisation des locaux recherchés. Ils s'immiscent alors dans le processus en achetant (avec un prêt consenti par la banque) le local concerné et le revendent après en

avoir majoré fictivement la valeur (reventes successives par sociétés civiles immobilières interposées). Ils en tirent un bénéfice considérable au détriment de leur entreprise. Un exemple est resté célèbre : en URSS, le siège social de deux banques avait été construit dans la même ville et pratiquement dans la même rue, le coût de l'une ayant excédé de 160 millions celui de l'autre alors que les immeubles étaient similaires. Un montage de ce type avait été organisé.

- **Les reventes immobilières à perte** dont le bénéficiaire est le même agent immobilier, ce dernier accompagnant depuis fort longtemps le décideur. Ces cas sont légion, ils constituent une bonne manière de s'enrichir sans courir trop de risques.

- **Le courtage lors de la réalisation des produits.** L'utilisation de courtiers complices permet de surfacturer la prestation et de rompre la ligne de contrôle. Ils reversent par la suite une partie de la somme obtenue. On constate d'ailleurs la

## 1. L'accompagnement illégitime d'entreprises

### ■ Exemple n° 1

Une société est créée par une banque X en compagnie d'une société Y qui bénéficie du montage. Cette société est considérée comme un "véhicule" d'investissement.

La banque lui apporte des fonds. Elle est largement rémunérée pour cela.

Les fonds sont prêtés à une filiale Y' du groupe, installée dans un pays à contrôle allégé et qui prête des fonds aux autres filiales de Y.

Y' est alors considérée comme un actif, elle peut s'endetter sans que cela apparaisse dans son bilan de Y.

### ■ Exemple n° 2

Une banque achète 30 % environ du capital de la filiale d'une société X qui désire acquérir des entreprises. Un accord secret, évidemment maintenu dans la clandestinité la plus totale, portait sur une option de vente par laquelle X s'engageait à racheter la participation l'année suivante avec intérêt.

Ceci avait été comptabilisé comme un apport en capital et non comme un prêt.

### ■ Exemple n° 3

Le montage dit "des ventes croisées" rendu célèbre par

Enron est le suivant :

– une société écran appartenant à une banque achète un bien ou une prestation pour le compte d'une société ;

– le paiement est effectif et immédiat. Il est, en fait, financé par un prêt de la banque ;

– la société achète à la banque la même quantité de biens ou de prestations et la paye sur la durée du contrat.

En fait, ce montage a l'apparence de deux opérations différentes alors qu'il camoufle un prêt. Les prestations n'existent pas.

présence de rabatteurs dans des opérations complexes et frauduleuses : les *deposit brokers* rabatteurs de clients douteux présents en nombre dans les montages frauduleux des caisses d'épargne<sup>1</sup> américaines et dans ceux des crédits *subprime*.

De même, la cavalerie de chèques ne semble possible qu'avec une complicité active – ou à tout le moins passive – du salarié qui réceptionne les chèques et du responsable de la tenue du compte qui ne tient pas à repérer les mouvements anormaux eu égard au chiffre d'affaires réalisé par ces clients ou encore l'attrait des bonus. Cependant, le montage finit par éclater : il faut alors être le premier à liquider le compte pour sauver les avoirs et les autres banques moins réactives subiront le coût de l'escroquerie.

### L'accompagnement illégitime d'entreprises en difficulté

L'accompagnement par une banque d'entreprises en difficulté fait apparaître des conflits d'intérêt patents. Ils peuvent être individuels ou collectifs. Ainsi, dans la majo-

“ Dans la majorité des grands scandales financiers des vingt dernières années, la présence directe ou indirecte de structures bancaires s'interposant entre les sociétés en difficulté et les opérations engagées a été constatée. ”

rité des grands scandales financiers des vingt dernières années, la présence directe ou indirecte de structures bancaires s'interposant entre les sociétés en difficulté et les opérations engagées a toujours été constatée.

Souvent, la situation financière dégradée de l'entreprise excluait le recours à l'emprunt. L'effet eût été déplorable sur les analystes et sur les commissaires aux comptes. Les fonds nécessaires à un rachat de société sont avancés par une filiale de la banque, la caution de l'entreprise est "portée" par des sociétés écrans dans des pays peu contrôlés. Ces montages autorisent l'acquisition et maintiennent l'engagement hors-bilan sous une forme discrète (encadré 1). La structure bancaire se trouve alors dans une situation de

portage. Ces montages sont très classiques et d'utilisation générale. Ils peuvent être aisément utilisés combinés à d'autres montages pour présenter une situation positive.

### L'entrée dans le jeu de la criminalité

Lorsque la criminalité s'imisce dans les opérations bancaires, les montages s'industrialisent. Manipulant parfaitement la corruption, le chantage et la tentation de l'argent facile, les criminels réussissent aisément à pénétrer le système. La prise de conscience de ce phénomène crée d'ailleurs un profond trouble dans les milieux professionnels tant la perspective de frayer avec des criminels dérange et bouscule l'environnement habituel. Cependant, chacune des grandes crises bancaires – on en compte une tous les dix ans environ – présente les mêmes caractéristiques<sup>2</sup> : à cette occasion conflits d'intérêt et criminalité se croisent. Les fraudes ont été, à chaque fois, organisées dans un cadre national, de nombreux collaborateurs et courtiers (*insiders*) se sont acoquinés avec des bénéficiaires extérieurs (*outsiders*). À

1. La crise des caisses d'épargne aurait coûté près de 500 milliards de dollars soit autant que la guerre du Golfe.

2. Se reporter sur ce sujet au remarquable article de Jean François Gayraud "Financial Crises : The Criminal Dimension" dans *Défense nationale et sécurité collective*, décembre 2008.

titre d'exemple, le nombre des faillites des caisses d'épargne aux USA (*savings & loans*) dues à l'activité criminelle est évalué à 80 % des faillites totales. Ce spectre réapparaît dans la crise des crédits *subprime* ainsi que dans les nombreuses opérations pyramidales qui suivront Madoff.

Ces nouveaux "entrepreneurs" recherchent dès l'abord un enrichissement personnel massif et rapide. C'est en ce sens qu'*insiders* et *outsiders* sont en phase avec toute une génération dont on ne peut que constater la faillite comportementale.

### Le constat d'une faillite comportementale

Comme dans le cas des *savings & loans* (S&L), les prêts sont rapidement devenus hasardeux ; hôtels, centres commerciaux, restaurants, écuries de course, casinos, paris sur Internet ont suivi l'exemple de la course aux CDO et CDS. Plus grave, tout le monde est intervenu sur des marchés à terme et les *junk bonds* – littéralement des "obligations pourries" dont le seul nom aurait dû faire réfléchir – sont devenues un investissement recherché. Des courtiers en bourse (*brokers*), parfois les moins scrupuleux, sont

“ Chacune des grandes crises bancaires présente les mêmes caractéristiques : à cette occasion conflit d'intérêt et criminalité se croisent. ”

devenus des interlocuteurs incontournables des banques en dirigeant des *hedge funds*. L'essentiel des fonds irriguant le secteur financier semble leur être dû. Ils sont devenus des *money machines*, sobriquet qui affublait autrefois les S&L. En consentant des prêts à haut risque et à fort rendement à des structures auxquelles ils étaient profondément liés, le secteur financier a fait un pari impossible.

## 2. Les hot deals

### ■ Exemple

A vend un terrain à B pour 1 million de dollars, prix du marché. B finance l'achat avec un prêt bancaire. B revend à A le terrain pour cette fois 2 millions de dollars. A finance l'achat avec un prêt bancaire, une expertise frauduleuse a surévalué le terrain. B rembourse son emprunt d'origine (1 million) et touche 1 million de dessous de table, qu'il partage avec A. La banque éponge une perte de 1 million. Cette perte est peu visible tant d'autres prêts sont octroyés.

Lorsque les problèmes se décanteront, ce qui prendra un certain temps, on se rendra compte que de véritables schémas de fraudes à risque exceptionnel – c'est ce qui les rendait attractifs – ont été mis en place par des cadres du secteur financier liés, volontairement ou non, avec des acteurs extérieurs (emprunteurs, courtiers en bourse, experts immobiliers, etc.), mais aussi avec des professionnels du crime en col blanc (*white collar crime*), voire des gangsters plus traditionnels (*organized crime*).

Comme dans les années 1980, il y a fort à parier que la criminalité a bénéficié de cet effet providentiel comparable à celui de la Prohibition. Les montages constatés dans les crédits *subprime* et la multiplication des montages pyramidaux ont facilité et facilitent encore le blanchiment des fonds illégaux pour les groupes criminels russes, colombiens, mexicains et autres.

### Quatre types de fraude élaborés par des cadres corrompus

Les mécanismes de fraude, élaborés par des cadres corrompus et leurs complices extérieurs, peuvent être regroupés en quatre grands types d'opérations :

– les *hot deals* d'abord, montages

recouvrant des techniques de prêt à risque au profit de comparses (*encadré 2*) ;

– les prêts obtenus par des "hommes de paille" (*straw borrowers*) pour que le bénéficiaire réel n'apparaisse pas (le bénéficiaire est aussi l'investisseur) ;

– les classiques prêts en cascade se couvrant mutuellement dans une chaîne. Les banques réalisant des prêts croisés requalifiés dans les bilans de "participations" ;

– enfin, une spécificité des emprunteurs malhonnêtes œuvrant dans l'immobilier. Ils initient des constructions afin d'emprunter plus encore, une fois les fonds empochés, à la fois de la banque, mais aussi des acheteurs abusés. Ils quittent par la suite le pays laissant des quartiers entiers abandonnés, avec des travaux à peine entamés. Une simple visite dans plusieurs États européens constitue la démonstration de l'ampleur de ces montages.

Ces fraudes n'ont été rendues possibles que grâce aux conflits d'intérêt des participants et à l'imprécision ou à l'inventivité de pratiques comptables permettant la dissimulation de ces montages. Tous ces "mauvais prêts" (*bad loans*), car fictifs, se sont alors propagés tels des virus silencieux et finalement infectent l'ensemble du système financier américain.

### Un enjeu essentiel

La recherche des fraudes et des conflits d'intérêt dans ce secteur essentiel de l'économie, car il irrigue tous les autres, nécessite la mise en place d'une cartographie efficace et exhaustive. Cet article présente simplement quelques pistes de recherche qu'il convient d'approfondir. ■